

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTAGRI

Z.I. Les Mourgues
Rue de l'avenir
30800 Saint-Gilles

Références : -
Code AIOT : 0006600711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement DISTAGRI implanté ZI LES MOURGUES 932 rue de l'avenir 30800 SAINT-GILLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTAGRI
- ZI LES MOURGUES 932 rue de l'avenir 30800 SAINT-GILLES
- Code AIOT : 0006600711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société DISTAGRI implantée sur la commune de Saint-Gilles exerce une activité logistique de stockage de produits de protection des plantes (phytopharmaceutiques) et de semences. Les principales opérations réalisées sur le site consistent en la réception, le stockage, la préparation et l'expédition des produits.

Les activités du dépôt relèvent du régime de l'autorisation sous le statut SEVESO Seuil Haut. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 modifié.

La société DISTAGRI est une filiale à 100% du groupe Perret.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 10 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 3 | Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque) | Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet |
| 4 | Notification des stocks de PFOA | Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | Sans objet |
| 5 | Interdiction à venir des PFCA C9-C14 | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 6 | Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque) | Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) | Sans objet |
| 7 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet |
| 8 | Réalisation d'exercice POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 9 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 11 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 12 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les thématiques relatives aux mousses anti-incendie contenant des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), ainsi que sur la mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) du site.

Les contrôles ont mis en évidence que l'exploitant utilise un émulseur de type Filmopol 6, dont la fiche de données de sécurité ne précise pas la nature exacte des PFAS présents. À ce titre, des justificatifs devront être transmis afin de confirmer l'absence de PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14 et PFHxA.

Concernant la stratégie de prélèvements environnementaux, l'exploitant a contractualisé avec un bureau d'études extérieur pour la mise en œuvre des prélèvements et analyses, mais il devra compléter son POI afin d'y intégrer la description précise des équipements et protocoles de prélèvement associés par substance et milieux.

Les autres points contrôlés sont jugés conformes ou n'appellent pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :</p> <p>- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.</p> <p>La fiche de donne de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas le type de PFAS présent.</p> <p>Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Le descriptif des pFAS présents dans cet émulseur doit être transmis et notamment la présence ou non de PFOS. Si l'émulseur contient du PFOS, son utilisation étant interdite depuis 2010, l'exploitant devra substituer et traiter l'émulseur et les eaux de rinçage. La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 10 mg/kg.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :

- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.

La fiche de données de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas quel type de PFAS est présent.

Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS. Rien n'est précisé dans le PFHxS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le descriptif des pFAS présents dans cet émulseur doit être transmis et notamment la présence ou non du PFHxS. Si l'émulseur contient du PFHxS, son utilisation étant interdite depuis 2023, l'exploitant devra substituer et traiter l'émulseur et les eaux de rinçage. La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg pour les mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont

| |
|---|
| utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :</p> <p>- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.</p> |

La fiche de données de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas quel type de PFAS est présent.

Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS.

Si l'émulseur contient du PFOA, son utilisation est autorisée jusqu'au 3 décembre 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite. Après le 3 décembre 2025, la présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces restera possible en-deçà d'un certain seuil pour le PFOA et ses sels ainsi que pour les composés apparentés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Le descriptif des PFAS présents dans cet émulseur doit être transmis et notamment la présence ou non de PFOA.

Délai de transmission des éléments : 1 mois

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :

- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.

La fiche de donne de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas quel type de PFAS est présent.

Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS.

Dans ces conditions, l'exploitant ne transmet pas, à la DGPR [Direction Générale de la Prévention des Risques] du ministère en charge de l'environnement, d'informations sur des stocks de PFOA. Les suites données à ce constat pourront être revues en fonction des justificatifs demandés à l'exploitant au point de contrôle n° 3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

Constats :

L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :

| |
|--|
| <p>- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.</p> <p>La fiche de données de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas quel type de PFAS est présent.</p> <p>Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Le descriptif des pFAS présents dans cet émulseur doit être transmis et notamment la présence ou non de PFCA C9-C14 .</p> <p>Leur utilisation n'était autorisée que jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation est interdite pour les essais (sauf si tous les rejets sont contenus) et la formation. Après le 4 juillet 2025, l'utilisation et la mise sur le marché restera possible en deçà de 25 ppm pour la somme des PFCA et de leurs sels et de 260 ppm pour les substances apparentées.</p> <p>Délai de transmission des éléments : 1 mois</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les</p> |

| |
|--|
| aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur son site d'une référence d'émulseur :</p> <p>- Filmopol 6 : avec substance(s) PFAS.</p> <p>La fiche de données de sécurité du Filmopol 6, en date du 12 février 2021 ne détaille pas quel type de PFAS est présent.</p> <p>Le site internet du fournisseur précise que cet émulseur est un fluorosynthétique de qualité composée de tensioactifs fluorés C6 (chaîne courte) et qu'il est efficace sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires de classe B. Il est renseigné comme exempt de PFOA et PFOS.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser quelles substances sont contenues dans cet émulseur. Le descriptif des PFAS présents dans cet émulseur doit être transmis et notamment la présence ou non de PFHxA. Leur utilisation est encore autorisée en 2025 (interdiction à partir de 2026). Délai de transmission des éléments : 1 mois</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Mise à jour du POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p> <p>SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p> <p>Constats :</p> |

| |
|---|
| L'exploitant a présenté son POI mis à jour en date du 4 janvier 2024 dans lequel il a intégré les prélèvements environnementaux, mis à jour son schéma d'alerte, les produits de décomposition des fumées, etc. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Réalisation d'exercice POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. » |
| Constats : L'exploitant réalise un exercice POI au moins une fois par an. Le dernier en date présenté était du 17 janvier 2025 avec pour scénario un feu de cellule. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux avec un bureau d'études extérieur. C'est le bureau d'études qui a réalisé l'analyse des substances à rechercher. Pour se faire, il s'est appuyé sur les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le guide de l'INERIS V4 de juin 2023 - Substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie; • Le guide professionnel Afilog relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique Version du 31/10/2022; • L'avis du 1er décembre 2022 de la DGRP relative à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement; • L'étude de danger mise à jour en juillet 2023; • L'arrêté préfectoral d'autorisation. <p>Les substances recherchées et la justification du choix sont bien présentes dans le POI.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Stratégie de prélèvement

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La stratégie de prélèvement (équipements et protocole de prélèvement associés par substance et</p> |

| |
|---|
| milieux) est détaillée dans le contrat signé entre l'exploitant et le bureau d'études extérieur. Le POI présente les points de prélèvements selon le sens des vents avec 3 scénarios possibles (absence de vent/vent faible, vent du sud, vent du nord). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En plus des scénarios de prélèvements en fonction de la direction du vent, l'exploitant doit inclure dans sa partie "prélèvements environnementaux" la stratégie de prélèvement avec les équipements et protocole de prélèvement associés par substance et milieux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 11 : Personnels compétents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées; Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. |
| Constats : L'exploitant sous-traite la réalisation des premiers prélèvement à un bureau d'étude extérieur accrédité COFRAC qui s'engage dans son contrat à intervenir dans un délai de 1 à 4h maximum. Le contrat présenté par l'exploitant n'appelle pas à des observations particulières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Liste des produits de décomposition

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition |
| Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| Constats : L'exploitant a contractualisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux avec un bureau d'études extérieur. C'est le bureau d'études qui a réalisé l'analyse des produits de décompositions à rechercher. Pour se faire, il s'est appuyé sur les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le guide de l'INERIS V4 de juin 2023 - Substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie;• Le guide professionnel Afilog relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique Version du 31/10/2022;• L'avis du 1er décembre 2022 de la DGRP relative à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement;• L'étude de danger mise à jour en juillet 2023;• L'arrêté préfectoral d'autorisation. Les produits de décomposition et la justification du choix de ceux-ci sont présents dans les mises à jour de 2024 de l'étude de danger ainsi que dans le POI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |